



# «Il faut rompre le silence qui règne autour de l'accaparement des terres»

**SUISSE • Pain pour le prochain soutient les paysans d'Afrique de l'Ouest dans leur combat pour la subsistance face aux ambitions des investisseurs étrangers. Au Bénin, certains s'unissent pour faire pression sur le gouvernement.**

**JACQUES SCHOUWEY**

Des organisations de dix pays ouest-africains ont résolu de ne plus accepter que des multinationales et des États étrangers s'accaparent de gigantesques surfaces de terre cultivable. «Il faut rompre le silence qui règne autour du *land grabbing* – se taire est la pire chose que l'on puisse faire», soulignait Simon Bodea, secrétaire général du Syndicat national des paysans du Bénin (Synpa), lors de la rencontre à Ouidah. La déclaration de Ouidah vise à faire connaître les revendications des petits producteurs ouest-africains, aussi bien auprès de leur gouvernement qu'auprès des États occidentaux d'où proviennent la plupart des investisseurs. Pain pour le prochain apporte son aide à la population concernée et appuie concrètement la lutte, par exemple en intervenant auprès de l'entreprise Addax Bioenergy basée à Genève. Le 17 avril prochain, lors de la Journée mondiale de la résistance paysanne, des actions auront lieu dans le plus grand nombre de pays possible afin de donner du poids à ces revendications.

## Priorité à la nourriture

L'accaparement des terres est un problème qui va en s'aggravant et qui met en péril dans de nombreuses régions la sécurité alimentaire et le droit à une nourriture saine. La plupart du temps, les habitants des régions concernées se voient également privés de leur accès à l'eau nécessaire à la culture et à la vie. C'est tout particulièrement le cas en Afrique: la Banque mondiale recense aujourd'hui 77 millions d'hectares de terre arable exploités par l'étranger. Ce qui représente 70% des

surfaces mondiales concernées par le *land grabbing*. Cela signifie toujours plus de paysans sans terre à exploiter, entraînant des conséquences sociales de plus en plus graves. «C'est non seulement l'avenir de la traditionnelle famille paysanne africaine qui est menacé, mais aussi celui de toute une génération», ont souligné les partici-

pants. «Nous devons garder à l'esprit que nous luttons contre les puissants de ce monde, à la tête de gouvernements et d'entreprises multinationales. C'est dangereux et nous avons besoin de soutien», rappelait pour sa part Elisabeth Mpofu, paysanne et représentante du Mouvement paysan international Via Campesina. Comme de

nombreux autres représentants d'associations et d'organisations paysannes, elle sait que leurs objections ne sont souvent pas prises au sérieux et connaît le manque de transparence enveloppant les procédures d'accaparement. Selon Jeanne Zoundjehkpon, de l'organisation Grain au Bénin, «le plus important est de concevoir une

politique agricole en concertation avec les paysannes et les paysans et d'exiger la souveraineté alimentaire».

## L'exemple d'Addax Bioenergy

Un exemple tiré du Sierra Leone montre bien quelles répercussions négatives un projet agricole mené depuis l'étranger peut avoir sur le pays. En 2009, Addax Bioenergy a commencé à planter des cannes à sucre, afin de produire de l'agrocarburant pour l'exportation. Le gouvernement du Sierra Leone a donné sa bénédiction. Durant la première phase, 10000 hectares ont été portés à l'exploitation. Des cours d'eau ont été détournés ou recouverts, d'autres sources coulant à proximité du village de Maronko dans la chefferie de Makari Gbanti se sont taries au cours de la phase initiale du projet déjà, créant d'importants problèmes aux petits producteurs résidant dans la région.

A cette situation catastrophique vient s'ajouter le fait que les nouvelles places de travail offertes à la population locale sont beaucoup moins nombreuses qu'annoncé. Pain pour le prochain apporte non seulement son aide à la population dans les régions concernées, mais intervient également auprès d'Addax et des banques de développement impliquées pour qu'ils respectent leurs obligations en matière de droits humains. Il apparaît clairement que les paysans et les paysannes du pays ont besoin de soutien. «Le rôle joué par la politique au Sierra Leone est très important. Pour les organisations et la population civile, il est très difficile d'exercer toute critique envers le gouvernement», rapporte Mohamed Conteh de l'organisation Silnorf, partenaire de Pain pour le prochain. APIC



Sierra Leone: chef de village, devant la rivière dont l'eau est utilisée par Addax pour irriguer ses champs de canne à sucre. PPP